

RAPPORT FINANCIER

2025



المغربية للإيجار

**MAROC LEASING**

Partenaire de votre croissance

[www.marocleasing.ma](http://www.marocleasing.ma)

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DE MAROC LEASING .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>RAPPORT DES COMISSAIRES AUX COMPTES .....</b>	<b>15</b>
<b>4</b>	<b>GOVERNANCE.....</b>	<b>17</b>
<b>5</b>	<b>DISPOSITIF GLOBAL DES RISQUES .....</b>	<b>20</b>
<b>6</b>	<b>DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT .....</b>	<b>25</b>
<b>7</b>	<b>DISPOSITIF DE CONFORMITÉ.....</b>	<b>25</b>
<b>8</b>	<b>GOVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION .....</b>	<b>29</b>
<b>9</b>	<b>RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL .....</b>	<b>31</b>
<b>10</b>	<b>Liste des Communiqués de Presse.....</b>	<b>36</b>
<b>11</b>	<b>ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS.....</b>	<b>37</b>

## 1 PRESENTATION DE MAROC LEASING

### Maroc Leasing : Le pionnier du leasing au Maroc

Maroc Leasing, fondée en 1965 et experte en crédit-bail pour les actifs mobiliers et immobiliers à destination des professionnels et aux entreprises, est le précurseur du leasing au Maroc.

Le crédit-bail est une solution de financement souple, économique et fiscalement avantageuse, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur le cœur de leur activité et de préserver leur trésorerie ainsi que leur fond de roulement. Il exige des garanties réduites auprès des bénéficiaires et offre une solution efficace pour le financement du développement pour les sociétés et le renouvellement de leurs équipements.

Maroc Leasing, une filiale du groupe Banque Populaire, est cotée à la Bourse de Casablanca et bénéficie d'une solide expérience de 60 ans. Grâce à cette longévité, l'entreprise a acquis une expertise et un savoir-faire reconnus dans son domaine. Elle est également la première société de leasing à être **certifiée ISO 9001 version 2015** sur le marché marocain, ce qui assure son dévouement envers ses clients et la qualité de ses services proposés

Les valeurs autour desquelles Maroc Leasing a construit sa réussite sont la flexibilité de financement en crédit-bail, la réactivité avec ses clients ainsi que la proximité à travers son réseau d'agences propres et celui de la banque populaire.

## 1.1 CADRE GENERAL

<b>Dénomination sociale</b>	MAROC LEASING
<b>Activité</b>	Financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers
<b>Date de constitution</b>	21 Avril 1965
<b>Siège social</b>	57 Angle Bd Abdelmoumen et rue Galien – Casablanca Tel: (212) 022 42 95 95 (L.G) Fax: (212) 022 42 95 00 <a href="http://www.marocleasing.ma">www.marocleasing.ma</a>
<b>Capital social</b>	277 676 800,00 MAD
<b>Actionnaires</b>	Banque Centrale Populaire.....53,11 % Holdparts -Groupe BCP .....34,01 % The Arab Investment Company.....5,74 % Flottant en bourse ..... 7,14 %
<b>Dirigeants</b>	Président du Conseil d'Administration : M. Naziha BELKEZIZ Directeur Général : M. Aziz BOUTALEB

## 1.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2025

### ➤ Mise en place d'une charte de gestion de crise cyber

Courant 2025 Maroc Leasing a mis en place une charte de gestion de crise cyber ayant pour objectif de :

- Assurer une réponse rapide et coordonnée face à une situation de crise ;
- Maintenir la continuité des activités vitales de l'organisation ;
- Préserver la sécurité des personnes et des systèmes critiques ;
- Renforcer la résilience organisationnelle ;
- Favoriser un retour rapide à la normale.

### ➤ Changement de gouvernance :

#### • Conseil d'Administration :

- Nomination le 21/07/2025 de M. Si Mohamed HAJJAM en tant que représentant de la banque centrale populaire en remplacement de Mme. Naziha BELKZIZ
- Nomination le 21/07/2025 de M. Idriss BENSMAIL en tant qu'administrateur en remplacement de M. Hassan MOURAD

- Nomination le 14/05/2025 de M. Othmane TAJEDDINE en tant qu'administrateur en remplacement de M. Mohamed Kamal MOKDAD
- Nomination le 24/02/2025 de Mme. Bouthayna IRAQUI-HOUSSAINI en tant qu'administrateur en remplacement de M. Mohamed FIKRAT
- **Comité d'Audit et des Risques :**
  - Nomination le 21/07/2025 de Mme Bouthayna IRAQUI HOUSSAINI en tant que présidente du Comité d'Audit et des Risques.
  - Nomination le 21/07/2025 de M. Mohamed HAJJAM en tant que membre du Comité d'Audit et des Risques.

➤ **Performance de réalisation de l'encours financier**

L'encours financier de Maroc Leasing s'élève à 13,77 MMDH avec une progression de 6,9% par rapport à fin Décembre 2024, ce qui lui confère la première position sur le marché du Crédit-Bail.

## **2 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **2.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE**

#### **Environnement économique international**

La croissance économique mondiale est restée solide au quatrième trimestre 2025, s'établissant à 3,2% en rythme annuel. La consommation et l'investissement privés ont été les principaux moteurs de l'activité dans de nombreuses économies, tandis que les conditions financières et budgétaires accommodantes et les tensions inflationnistes contenues ont soutenu la demande pour les technologies de l'intelligence artificielle. Au premier trimestre 2026, le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient au début du premier trimestre 2026 a brutalement fait flamber les prix énergétiques, notamment ceux du pétrole au-delà de 100\$/ baril, au lieu de 63\$ en moyenne à fin 2025, propulsant l'inflation au-delà des cibles dans la zone euro comme aux États-Unis.

Au deuxième trimestre 2026, la résilience de l'économie mondiale serait mise à l'épreuve par l'escalade du conflit au Moyen-Orient. L'ampleur et la durée du conflit demeurent incertaines, mais les indicateurs du risque géopolitique ont crû et les conséquences sur les marchés de l'énergie ont été importantes. Depuis la fin du mois février, la fermeture d'importantes infrastructures énergétiques et la quasi-mise à l'arrêt du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont perturbé les flux mondiaux de pétrole brut, de produits pétroliers, de gaz naturel liquéfié (GNL) et des engrais.

#### **Une Inflation ravivée avec la hausse des prix mondiaux de l'énergie**

Avant le conflit au Moyen-Orient, l'inflation globale se maintenait à des niveaux plutôt stables, à la fois dans les pays avancés que dans les économies émergentes. Aux Etats-Unis, l'évolution des prix à la consommation avait atteint +2,4% en janvier, après +2,7% en décembre, alors qu'en Chine, elle est passée de +0,8% à +0,2%. En zone euro, l'inflation a marqué son retour aux cibles, affichant une modération dans l'ensemble de la zone euro à +1,7%, Toutefois, la récente hausse des prix mondiaux de l'énergie et les menaces sur les chaînes d'approvisionnement auraient ravivé les anticipations d'inflation et exercer des tensions plus généralisées sur les prix. Cependant, les dernières données de l'inflation font état d'une hausse plus soutenue des prix à la consommation au niveau de plusieurs économies. C'est ainsi qu'en zone euro, l'inflation est passée à +1,9%, puis à +2,5% respectivement en février et mars 2026.

## 2.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

La croissance économique nationale aurait atteint 5% au premier trimestre 2026, en variation annuelle, au lieu de 4,1% au quatrième trimestre 2025. Malgré l'escalade des prix de l'énergie en mars, la dynamique de la croissance aurait été préservée, grâce à l'accélération des activités agricoles et à la résilience des branches tertiaires, sur fond d'une hausse continue de la demande intérieure. Au deuxième trimestre 2026, sous l'hypothèse de la stabilisation des prix de l'énergie, la croissance du PIB se poursuivrait au rythme de 4,7%, tirée principalement par la diffusion des effets du renforcement de la production agricole sur l'activité et l'emploi.

### Perspectives de l'économie nationale en 2025 par secteur

La croissance s'est poursuivie à fin 2025 à un rythme quasiment stable par rapport au troisième trimestre, malgré des trajectoires sectorielles différenciées. Les industries manufacturières, et après avoir sensiblement décéléré pendant l'été 2025, ont enregistré un affermissement plus notable qu'anticipé (+4,1%), portée par le rattrapage des filières agroalimentaire et pharmaceutique. Ce regain a favorisé un retournement du cycle de stockage et un raffermissement des activités de commerce et des services associés. Parallèlement, les activités tertiaires non marchandes ont conservé un rythme de croissance soutenu, tandis que les industries extractives et la construction ont connu un sensible mouvement de ralentissement, dans le sillage des perturbations climatiques ayant marqué la fin de l'année passée. Au total, la croissance du PIB s'est établie à 4,1% au quatrième trimestre 2025, au lieu de 4% un trimestre plus tôt.

**Agriculture :** La valeur ajoutée agricole a poursuivi son amélioration au cours du dernier trimestre de l'année 2025. Cette performance a été principalement portée par une amélioration de la production des cultures maraîchères et le rendement des agrumes. Les tensions sur la production de viande rouge se sont atténuées, tandis que le secteur avicole a poursuivi son affermissement, avec une hausse de la production de viandes de poulet de chair de 18,5%, en variation annuelle. La croissance des activités agricoles aurait été plus soutenue au premier trimestre 2026, progressant de 14,8% en variation annuelle. Cette performance serait intervenue sur fond d'une nette amélioration des apports pluviométriques. Il convient de noter qu'à fin décembre 2025, le cumul pluviométrique a

plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, tout en enregistrant une hausse de 86,8% par rapport à une saison normale.

**Industries extractives** : Au dernier trimestre 2025, le rythme de croissance des industries extractives a baissé de 3,4% en variation annuelle, après 8 trimestres de hausse. Cette situation a été portée par la diminution de la production des roches phosphatées de 4,8% en variation annuelle, dans un contexte de la poursuite du repli de ses expéditions (-24,8%, après -4,1% au troisième trimestre 2025). En revanche, la demande locale a crû à un rythme plus soutenu. La production des dérivés de phosphates s'est raffermie (+13,5% au lieu de +5,9% au trimestre dernier).

**Industries manufacturières** : Au quatrième trimestre 2025, la production manufacturière a enregistré une accélération plus marquée que prévu, avec une progression de 4,1% en variation annuelle, après +2,6% au trimestre précédent. Cette évolution a été principalement attribuable à la dynamique de l'industrie pharmaceutique qui a fortement progressé (+28%), soutenue par l'amélioration de la demande nationale. Les autres activités de fabrication, notamment les meubles (+19,3%), ont bénéficié du renforcement de la demande extérieure. Dans la même dynamique, la branche agroalimentaire (+9,8%) a été portée par l'amélioration de l'offre agricole et la demande extérieure, notamment pour les conserves (+15,6%). En revanche, les autres filières ont connu une inflexion à la baisse, notamment les industries du textile, du bois et papier et de la fabrication de machines dont les valeurs ajoutées ont baissé respectivement de 2,7%, 0,9% et 2,8%. La fabrication du matériel de transport (-4,7%), le matériel électrique (-3,4%) et l'électronique (-13,6%) ont pesé, également, sur la croissance du secteur.

**Construction** : Le rythme de croissance de la valeur ajoutée du secteur de la construction aurait poursuivi son ralentissement au premier trimestre 2026, s'établissant à +4,1%, contre +4,9% au trimestre précédent. Les précipitations exceptionnelles enregistrées durant ce trimestre auraient ralenti le déroulement des chantiers, atténuant la reprise de la production de logements, ainsi que la progression des chantiers publics. Cette atonie aurait pesé sur la trésorerie des entreprises, comme en atteste, les résultats de la dernière enquête de conjoncture du HCP, faisant ressortir un recul de 1,1 point du solde sur son évolution, en variation annuelle.

**Tourisme :** maintien de la tendance haussière de l'activité. Le secteur touristique aurait maintenu son orientation favorable au début de l'année 2026, dans un contexte international encore porteur. La valeur ajoutée des activités d'hébergement et de restauration aurait, ainsi, progressé, au premier trimestre 2026, de 5,7%, en glissement annuel, après +4,8% au trimestre précédent, traduisant un renforcement de la demande touristique, tant étrangère que domestique. Cette amélioration s'expliquerait, notamment, par la consolidation des flux touristiques en provenance des destinations traditionnelles. En variation annuelle, la progression des nuitées aurait atteint 12,3%, portée par l'amélioration des taux d'occupation et l'allongement relatif des durées de séjour. Parallèlement, les recettes voyages auraient enregistré une hausse soutenue (+22,2% à fin février 2026), reflétant à la fois l'augmentation des volumes de visiteurs et un effet prix lié au repositionnement de l'offre touristique sur des segments à plus forte valeur ajoutée.

**Transport :** ralentissement du maritime et ferroviaire et maintien de l'aérien. La valeur ajoutée de la branche des transports et entreposage a progressé de 4,3% au quatrième trimestre 2025, en variation annuelle. Cette performance a été principalement soutenue par l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations au Maroc, qui a stimulé les flux de mobilité, en particulier dans le transport aérien. Ce dernier a augmenté de 11% en variation annuelle, constituant le principal moteur de la croissance de la branche sur le trimestre. Au premier trimestre 2026, la croissance de la valeur ajoutée des transports aurait ralenti, pour s'établir à +3,1% en variation annuelle, sous l'effet d'une évolution contrastée selon les modes de transport. Le transport aérien aurait maintenu son dynamisme, affichant une augmentation de 7% du trafic des passagers et de 23% du fret aérien. En revanche, le transport ferroviaire aurait ralenti, affichant une légère progression du trafic des voyageurs (+0,8%). S'agissant du transport maritime, le trafic portuaire hors transbordement aurait affiché une hausse limitée de 0,3% en variation annuelle, dans un contexte extérieur moins porteur, marqué par une diminution du volume des exportations de phosphates (-24%) et des importations de produits énergétiques (-6,3%) sur la période janvier-février 2026.

**Information et communication :** poursuite de l'amélioration des activités. Au quatrième trimestre 2025, la valeur ajoutée de l'information et de la communication a

enregistré une progression de 2,2% en variation annuelle, portée par le raffermissement de la consommation des services numériques en lien avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations au Maroc. Cette dynamique s'est traduite par une consolidation des principaux indicateurs du secteur. À fin 2025, le parc des abonnements mobiles a atteint 59,16 millions, en hausse de 1,5% en variation annuelle et celui de la téléphonie fixe a poursuivi sa progression, enregistrant une hausse de 6,3% en variation annuelle. Le nombre d'abonnés à Internet s'est établi, pour sa part, à 41,46 millions, en hausse de 3,1% en variation annuelle. Au premier trimestre 2026, la croissance se serait inscrite en léger ralentissement, pour s'établir à 1,8% en variation annuelle, tout en demeurant soutenue par l'élargissement du parc d'abonnés. Les segments de la téléphonie fixe, de la téléphonie mobile et de l'Internet auraient enregistré des progressions respectives de 4,9%, 1,2% et 2,6% en variations annuelles.

### 2.3 EVOLUTION DU MARCHÉ DU CRÉDIT-BAIL AU MAROC

- **Encours financier**

A fin décembre 2025, le marché du crédit-bail affichait un encours financier de 61 379 MMAD, soit une hausse de 9,69% par rapport à fin décembre 2024.



✓ Par type de produit :

- L'encours CBM représente 74% du total, en hausse de 14% par rapport à fin décembre 2024 ;
- L'encours CBI représente 26% du total, en légère baisse de 0,75% par rapport à fin décembre 2024.

▪ **Production**



Le marché national de crédit-bail a connu une hausse, avec une production de 23 817 MDH au 31/12/2025 contre 19 017 MDH en 2024, soit un taux de croissance du secteur de 25,24%.

## 2.4 BILAN D'ACTIVITÉ DE MAROC LEASING

### ➤ Répartition par type de bien de l'encours financier et la production

Nature de bien	Encours Financier		Evol.	Production	
	déc-25	déc.-24		déc-25	déc-24
CBM	9 534 269	8 384 742	13,71%	4 266 790	3 248 092
CBI	4 232 165	4 495 260	-5,85%	394 979	562 332
<b>TOTAL</b>	<b>13 766 434</b>	<b>12 880 002</b>	<b>6,88%</b>	<b>4 661 769</b>	<b>3 810 424</b>

L'encours financier à fin décembre 2025 s'établit à 13,77 MMDH en hausse de 6,88% par rapport à fin décembre 2024 et se répartie comme suit :

- L'encours CBM représente 69% de l'encours financier global ;
- L'encours CBI représente 31% de l'encours financier global.

### ➤ Répartition sectorielle de la production

La répartition sectorielle de la production de Maroc Leasing en 2025 se présente comme suit :

SECTEUR	Encours Financier		Evol.	Production	
	déc-25	déc.-24		déc-25	déc-24
SERVICE	5 384 628	5 549 569	-2,97%	1 219 661	1 457 708
INDUSTRIE	3 780 730	3 344 651	13,04%	1 311 286	892 780
COMMERCE	1 907 315	1 850 241	3,08%	653 829	447 070
TRANSPORT	1 479 376	1 221 702	21,09%	748 719	549 839
BTP	1 214 385	913 839	32,89%	728 274	463 027
<b>TOTAL</b>	<b>13 766 434</b>	<b>12 880 002</b>	<b>6,88%</b>	<b>4 661 769</b>	<b>3 810 424</b>

Le secteur « service » totalise un encours de 5 384 MMAD et représente ainsi une part de 39% de l'encours global;

Le secteur « Industrie », représente 27% de l'encours total;

Le secteur « Commerce » en troisième position, représente 14% de l'encours total;

Ces trois secteurs représentent plus de 80% de l'encours global.

## 2.5 SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2025

Au niveau des ressources, l'encours des financements au 31 décembre 2025 a atteint 10 540 MDH contre 9 696 MDH en 2024.

Concernant les produits d'exploitation, le chiffre d'affaires hors taxes, a atteint un montant de 4 413 MDH contre 4 097 MDH l'exercice précédent ;

Au niveau des charges d'exploitation, les charges financières se sont élevées à 460,17 MDH contre 425,33 MDH en 2024, en hausse de 8,19% ;

Les charges sur immobilisations en crédit-bail ont totalisé la somme de 3 565 MDH contre 3 292 MDH en 2024.

Le Produit Net Bancaire, quant à lui, s'établit à 387,20 MDH contre 379,18 MDH en 2024, soit une hausse de 2,11%. ;

Les charges générales d'exploitation ont totalisé la somme de 102,65 MDH contre 100,24 MDH en 2024, en hausse de 2,41% :

- Les frais du personnel se sont élevés à 58,74 MDH contre 56,03 MDH en 2024 ;
- Les impôts et taxes ont totalisé un montant de 764 KDH ;
- Le poste des charges externes a atteint à fin décembre 2025 un montant de 31,72 MDH contre 31,19 MDH en 2024.

Le compte de provisions pour créances en souffrance a enregistré une dotation de 112,78 MDH au 31/12/2025 contre 149,13 MDH en 2024 ;

Les autres dotations aux provisions affichent un montant de 56,37 MDH contre 51,46 MDH l'année précédente ;

Le cout du risque net se situe à 82 MDH contre 97 MDH, en baisse de 15,7% par rapport à décembre 2024 ;

Le résultat net s'établit à 107,3 MDH, en hausse de 1,89% par rapport à décembre 2024.

Les principaux indicateurs financiers se présentent comme suit :

En KDH	2025	2024	EVOL
Encours financier	13.766.434	12 880 002	6,88%
Produit d'exploitation bancaire	4 412 744	4 096 724	7,71%
Charges financières	460 171	425 332	8,19%
Charge des immobilisations en crédit-bail et en location	3 564 850	3 291 677	8,30%
Produit Net Bancaire (PNB)	387 199	379 186	2,11%
Charges générales d'exploitation	102 651	100 241	2,41%
Dotations aux provisions nettes de reprises	82 015	97 240	-15,66%
<b>Résultat Net</b>	<b>107 295</b>	<b>105 304</b>	<b>1,89%</b>

## 2.6 PERSPECTIVE 2026

En 2026, Maroc Leasing poursuivra la mise en œuvre de son plan de développement stratégique, et reste engagée pour accompagner le financement de la relance de l'économie marocaine. Maroc Leasing aborde 2026 avec détermination, en s'appuyant sur la synergie avec le Groupe Banque Populaire, et se mobilise au côté de ses clients pour les accompagner sur le chemin de la reprise économique. Maroc Leasing renforce son positionnement et ambitionne de recruter davantage les TPE, non encore servies par le financement leasing et qui constituent un important levier de croissance, et ce tout en veillant à la maîtrise du risque.

### 3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



76, Bd Abdelmoumen  
Résidence Koutoubia, 7ème étage  
Casablanca - Maroc



Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa  
20230 Hay Hassani  
Casablanca Maroc

Aux Actionnaires de  
**MAROC LEASING S.A.**  
57, Angle rue Pinel Bd. Abdelmoumen  
CASABLANCA.

#### **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025**

##### **Audit des états de synthèse**

###### **Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Maroc Leasing S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2025, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 1 348 022 dont un bénéfice net de KMAD 107 295.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Maroc Leasing S.A. au 31 décembre 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

###### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

###### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

###### **Identification et évaluation du risque de crédit sur les immobilisations données en crédit-bail**

###### **Risque identifié**

Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de crédit qui expose Maroc Leasing à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Maroc Leasing constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.

L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :

- L'identification des engagements en souffrance ;
- L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des engagements et de l'évaluation de la valeur marchande des biens.

Au 31 décembre 2025, le montant des provisions pour dépréciation sur les créances en souffrance s'élève à MMAD 878 ; il ramène l'encours des immobilisations données en crédit-bail à un montant net de MMAD 13 906.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux immobilisations données en crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

###### **Réponse d'audit**

Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et testé les contrôles clés manuels et informatisés que nous avons jugés clés pour notre audit, relatifs à la revue du portefeuille, l'identification des encours en souffrance et au calcul des provisions.

Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :

- Prendre connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des créances sensibles ou en souffrance ;
- Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par Maroc Leasing ;
- Revoir la classification des créances relatives aux immobilisations données en crédit-bail ;
- Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes de la Profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes de la Profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 30 mars 2026

## Les Commissaires aux Comptes

**Forvis Mazars**



**Taha Firdaous**  
Associé

**PwC Maroc**



**Mohamed Rqibate**  
Associé

## Honoraires des Commissaires Aux Comptes

KDH

<b>CAC</b>	<b>Honoraires versés aux CAC</b>
<b>Price waterhouse</b>	360
<b>Favoris Mazars</b>	360
<b>Total</b>	<b>720</b>

### **4 GOUVERNANCE**

Maroc Leasing est dotée d'une organisation et structure de gouvernance intégrée, lui permettant de repérer les risques auxquels elle est confrontée, de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat et efficace et d'établir un système de suivi et de réajustement.

La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre d'une part le Conseil d'Administration et les comités émanant du conseil et d'autre part la direction et les comités internes.

#### **4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration est responsable de la solidité financière de Maroc Leasing. Il définit ses orientations stratégiques, y compris sa politique de développement, et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2025, et se compose comme suit :

<b>Nom et Prénom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Date première de Nomination</b>	<b>Expiration du mandat</b>
Madame Naziha BELKEZIZ	Président	10-Déc-24	A.G.O 2027
Banque Centrale Populaire Représentée par M. Si Mohamed HAJJAM	Administrateur	21-07-25	A.G.O 2027
The Arab Investment Compagny Représentée par M Zeid ARFAOUI	Administrateur	30-sep-09	A.G.O 2027
M. Bouthayna IRAQUI-HOUSSAINI	Administrateur	24-fév-25	A.G.O 2027
M. Jalil SEBTI	Administrateur	19-fév-21	A.G.O 2027
M. Abdeslam BENNANI	Administrateur	05-fév-15	A.G.O 2027
M. Othmane TAJEDDINE	Administrateur	14-05-25	A.G.O 2027
M. Idriss BENSMAIL	Administrateur	21-07-25	A.G.O 2027
M. Hassan DEBBAGH	Administrateur	30-sep-21	A.G.O 2027

## 4.2 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

### 4.2.1 Comité d'Audit et des Risques

Nom et Prénom	Fonction
Madame Bouthayna IRAQUI HOUSSAINI	Président du Comité d'Audit et des Risques.
Monsieur Mohammed HAJJAM	Membre du Comité d'Audit et des Risques
Monsieur Abdeslam BENNANI	Membre du Comité d'Audit et des Risques

## 4.3 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION

Les comités internes sont des organes de décisions ou de suivi. Les principaux Comités ainsi que leurs prérogatives sont présentés comme suit :

### 4.3.1 Comité de direction

Le comité de direction a pour principales attributions :

- Mettre en œuvre les directives du Conseil d'Administration ;
- Réaliser le suivi des décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- Suivre les réalisations des différents domaines d'activités de Maroc Leasing : (commercial, recouvrement, finance, ...).

### 4.3.2 Comité de suivi du plan stratégique

- Evaluer la position stratégique de Maroc Leasing, compte tenu de l'évolution de son environnement et de ses segments de clientèle ainsi que ses axes de développement à moyen et long terme ;
- Etablir la stratégie commerciale & Marketing et veiller à son application ;
- Suivre les projets stratégiques et décider des priorités ;
- Suivre les plans d'action découlant du Plan Moyen Terme.

### 4.3.3 Comité de suivi des Plans d'action Risques & Audit

- Suivre la mise en application des recommandations émises par le Comité d'Audit, les Commissaires Aux Comptes, l'Inspection Générale Groupe et l'Audit interne ;
- Suivre le plan d'action adopté par la fonction des Risques et de la Conformité.

### 4.3.4 Comité de Performance

- Apprécier la performance des processus ;
- Déterminer les mesures à prendre pour améliorer la performance des Processus ;
- Suivre les projets en cours.

### 4.3.5 Comité ALM

- Définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes en matière de gestion globale du bilan (Liquidité et taux) ;

- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de refinancement ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux.

#### **4.3.6 Comité de Crédit**

- Statuer sur tout élément lié au risque de crédit encouru par Maroc Leasing ;
- Quand la demande de financement dépasse 30 MDHS par client y compris l'encours financier, un comité élargi nommé « Comité Grands Risques » se tient avec la participation de deux membres externes à Maroc Leasing.

#### **4.3.7 Comité de Recouvrement et Créances sensibles**

- Arrêter la liste des créances en souffrance et suivre leur évolution ;
- Valider les dossiers à transférer au contentieux ;
- Examiner l'état d'avancement des dossiers gérés en précontentieux ;
- Valider le choix de l'avocat à la phase précontentieuse.

#### **4.3.8 Comité Système d'Information & Sécurité**

- Valider le schéma directeur SI ;
- Suivre les projets SI ;
- Valider le périmètre des tests d'intrusion ;
- Apprécier le niveau de sécurité du Système d'Information ainsi que les actions correctives et préventives.

#### **4.3.9 Comité Déontologique & Ethique**

- S'assurer de l'application des règles déontologiques et éthiques ;
- Se prononcer sur les cas et faits de déontologie et d'éthique ;
- Suivre le plan d'action établi par l'entité chargée de la déontologie et de l'éthique.

#### **4.3.10 Comité de Sécurité & Hygiène**

- S'assurer de l'application des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection des salariés contre les risques professionnels ;
- Porter une appréciation sur le fonctionnement du service médical assuré par le médecin de travail.

## **5 DISPOSITIF GLOBAL DES RISQUES**

### **5.1 RISQUE DE CRÉDIT**

Maroc Leasing est conforme aux différentes dispositions réglementaires mises en place par Bank Al Maghrib pour la gestion de risques crédit. Plusieurs techniques préventives ou à posteriori sont utilisées :

- Sécurité et rentabilité des opérations ;
- Diversification des risques ;
- Sélection stricte des dossiers lors de l'octroi ;
- Séparation entre les fonctions de l'activité « Commerciale » et celle de l'appréciation et évaluation des demandes de crédit « Engagement », ainsi que du « contrôle des risques » ;
- Collégialité de la décision par l'instauration des Comités de crédit et de suivi des créances en souffrance et de créances sensibles ;
- Détection précoce de défaillance des contreparties ;
- Réactivité dans le recouvrement ;
- Veille Réglementaire.

#### **5.1.1 SYSTÈME DE SCORING ET DE NOTATION**

Le système de notation interne fait partie intégrante du dispositif d'évaluation, de maîtrise et de surveillance du risque de crédit de Maroc Leasing. Il couvre l'ensemble des méthodes, procédés, outils et contrôles qui permettent l'évaluation de ce risque et prend en compte le paramètre fondamental qui est la probabilité de défaut (PD) correspondant à une échelle de notation. Cette démarche s'inscrit dans le processus de gestion globale du risque de crédit dont l'objectif est de détecter en amont les signes de détérioration potentielle des contreparties et répondre aux exigences réglementaires en la matière.

#### **5.1.2 Concentration sectorielle**

Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion et de suivi du risque de concentration sectorielle. Il s'articule autour de règles et normes qui consistent à combiner la mesure du degré de sinistralité des secteurs avec leurs potentiels de développement. Ce dispositif constitue une composante importante du processus de planification stratégique du développement du portefeuille.

#### **5.1.3 Suivi des créances sensibles**

Le dispositif de gestion des créances sensibles a pour objectif de déceler suffisamment à l'avance les créances présentant certains critères, et préservant dans le temps le potentiel du recouvrement éventuel.

Ce dispositif concerne tous les clients présentant des anomalies par rapport aux conditions

d'utilisation des financements accordés ou des signaux significatifs de détérioration potentielle de la qualité du risque de contrepartie.

L'identification et le suivi de ces créances s'opèrent conjointement par les fonctions risques, financière et recouvrement avec un passage au comité pour validation et constitution de provisions.

#### **5.1.4 Stress tests**

Maroc Leasing conduit un exercice régulier de stress tests qui consiste à s'assurer de sa capacité à résister à des scénarii de dégradation extrêmes inattendus et à en mesurer l'impact des facteurs de risque sur sa capacité de résistance en termes de solvabilité et de rentabilité. Ces stress tests s'appuient sur des textes réglementaires ou définis en interne le cas échéant.

Ce dispositif fait partie intégrante du dispositif de gestion de pilotage des risques et participe au processus de planification des fonds propres et des exigences réglementaires.

### **5.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX**

Dans le cadre du renforcement de son système de pilotage et de ses outils d'aide à la décision, Maroc Leasing dispose d'un système de gestion actif-passif (ALM). L'objectif est d'optimiser les stratégies de refinancement et d'assurer l'adéquation entre emplois et ressources en termes de volume et de profils d'amortissement, tout en optimisant la gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt.

#### **5.2.1 Risque de liquidité**

Ce risque revêt un caractère particulier dans le cas des sociétés de financement, à l'instar des banques, dont l'objectif est de maximiser la marge de transformation.

La méthode utilisée est la méthode des impasses. Les impasses de liquidité sont définies par les différences entre les encours du passif et de l'actif à une date donnée.

Nous distinguons les impasses statiques de liquidité et les impasses dynamiques.

La gestion « ALM » consiste à dresser les profils d'amortissement des ressources et des emplois. L'échéancier de recouvrement des emplois est ensuite corrigé pour tenir compte des impayés et des créances non recouvrées, ce qui permet d'obtenir un échéancier « réel » pour les emplois.

Les flux prévisionnels entrants et sortants, que sont les recouvrements des redevances relatives aux financements accordés par Maroc Leasing et les remboursements des différents emprunts contractés par Maroc Leasing, sont alors confrontés. Cette confrontation permet de calculer les impasses « statiques » de liquidité.

La nouvelle production est ensuite intégrée pour un horizon de gestion donné et les impasses « dynamiques » recalculées, puis les besoins de refinancement prévisionnels déterminés.

#### **5.2.2 Risque de taux**

Quant au risque de taux d'intérêt, il se définit comme le risque de voir les résultats affectés défavorablement par les mouvements des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt reflète généralement l'inadéquation entre les éléments de l'actif et ceux du passif en termes de référence de taux et de durée.

L'activité de Maroc Leasing consiste à se financer auprès du secteur bancaire ou sur le marché obligataire pour octroyer des crédits-baux mobilier et immobilier. Les taux de financement et les taux de sortie constituent les éléments centraux dans la formation de ses résultats, et leur différentiel conditionne sa rentabilité.

Du côté des ressources de Maroc Leasing, la majeure partie des lignes de financement sont à taux fixes. Elles sont composées généralement de crédit moyen terme et d'emprunts obligataires. Ces lignes de financement ont une maturité initiale de 5 à 7 ans.

Du côté des emplois, les CBM et CBI ont une maturité moyenne respectivement de 48 et 120 mois. Le taux d'intérêt est fixe pendant les 5 premières années avec la possibilité de le réviser toutes les 5 années durant la durée du contrat.

### **5.3 DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL**

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par Maroc Leasing vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients, produits, pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

Le dispositif mis en place cherche à répondre aux recommandations de BAM et aux pratiques préconisées par les accords du Comité de Bâle. Globalement, il s'inscrit dans un système d'amélioration continue

Afin de renforcer la maîtrise des risques opérationnels, Maroc Leasing veille à :

- Alimenter et mettre à jour la cartographie des risques ;
- Constituer une base de données des incidents opérationnels ;
- Mettre à jour les procédures de suivi et de contrôle des différents risques identifiés ;
- Adopter des mesures destinées à réduire les risques.

#### **5.3.1 CARTOGRAPHIE DES RISQUES OPÉRATIONNELS**

La démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels s'appuie sur le référentiel interne des processus notamment un découpage des activités et la réalisation des travaux d'analyses d'impacts à dire d'expert avec les responsables des entités afin de valider les risques

inventoriés.

L'évaluation de ces risques s'effectue selon le paramètre de la fréquence et celui de l'impact suivant une grille de score. Les dispositifs de maîtrise de risques sont appréciés par rapport à leur pertinence et leur applicabilité selon trois niveaux : satisfaisant, à renforcer ou insatisfaisant.

Le niveau de maîtrise de ces risques se fait via la mise en place d'actions préventives et / ou correctifs faces aux risques majeurs identifiés.

Maroc Leasing dispose de deux outils de gestion de risques opérationnels :

- L'outil GRC qui sera la plateforme privilégiée pour les déclarations des incidents et le suivi des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'action ;
- L'outil Efront déployé par le Groupe Banque Populaire pour la déclaration des incidents.

L'année 2025 a été marquée par la mise à jour de la cartographie des risques de plusieurs processus.

### **5.3.2 COLLECTE DES INCIDENTS**

Le système de collecte des incidents liés aux risques opérationnels se base sur un mécanisme déclaratif géré en temps réel grâce à un applicatif dédié. L'animation des acteurs du processus de collecte permet d'améliorer la qualité des déclarations et d'avoir une meilleure visibilité sur le profil risque de chaque processus.

La collecte des incidents opérationnels courant l'exercice 2025 a permis de :

- Définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées ;
- Acquérir une meilleure connaissance des vulnérabilités ;
- Renforcer la sensibilisation et la vigilance au risque opérationnel au sein de Maroc Leasing.

### **5.3.3 SUIVI DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES**

Maroc Leasing apprécie le niveau d'exposition des risques opérationnels liés aux activités critiques confiées aux prestataires externes à travers des grilles d'évaluations. Les typologies de risques liées sont :

- Risque juridique ;
- Risque de divulgation d'informations internes ;
- Risque lié à la protection des données à caractère personnel ;
- Risque de non performance ou de défaillance du prestataire ;
- Risque d'image ou de réputation ;
- Risque de concentration d'activités externalisées.

L'année 2004, a été marquée par la mise en place de la charte relative au suivi des activités

externalisées, ainsi qu'une nouvelles grilles d'évaluation.

#### **5.3.4 DISPOSITIF DE GESTION DU PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE**

Le plan de continuité d'activité de Maroc Leasing, a pour objectif une gestion adaptée, cohérente, synchronisée et efficace des situations qui pourront affecter tout ou partie des entités de l'établissement. Il permet de minimiser les effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles puis la reprise planifiée des activités.

Le dispositif relatif au plan de continuité d'activité se détaille comme suit :

- Plan de secours métier définissant les activités critiques ;
- Cartographie et scénarios de sinistres ;
- Procédures de gestion de crise ;
- Procédures en mode dégradé ;
- Plan de Communication ;
- Plan d'hébergement des utilisateurs avec les solutions de repli retenues, et les procédures de reprise ;
- Plan de secours informatique (PSI) permettant la reprise des activités dans les délais ;
- Plan de formation et sensibilisation du personnel sur l'exercice d'évacuation.

L'année 2025 a été caractérisée par la réalisation du Test sur le site de repli de Rabat :

- Objectif de l'exercice :
  - ✓ Valider la solution de repli ;
  - ✓ Valider la reprise des applications en repli ;
  - ✓ Valider les procédures de reprise ;
  - ✓ Tirer les éventuels enseignements permettant de faire évoluer les pratiques PCA.
- Résultat du test :
  - ✓ L'exercice a été concluant ;
  - ✓ L'exercice a mis en évidence la bonne maîtrise des intervenants devant une situation repli.

## **6 DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT**

Le contrôle permanent est constitué de l'ensemble des dispositifs qui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques selon leur niveau d'acceptation. Le dispositif du contrôle permanent est adapté à son activité, à sa taille, à la complexité et à l'importance des risques que les activités du périmètre génèrent.

Le contrôle permanent vérifie le respect des règles de gestion, l'existence, la permanence et la pertinence des contrôles.

Le contrôle permanent procède à des contrôles permanents de deuxième niveau. Il centralise et analyse les résultats des contrôles, et produit périodiquement des reportings à destination du Groupe, Direction Générale et Comté d'Audit & des Risques.

Le plan de contrôle de 2025, s'est basé essentiellement sur la cartographie des risques opérationnels ainsi que les incidents déclarés, et couvre 80% des processus opérationnels. En 2026 le contrôle permanent tend à couvrir 100 % des processus opérationnels de Maroc Leasing.

## **7 DISPOSITIF DE CONFORMITÉ**

### **7.1 RISQUES DE NON-CONFORMITE**

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, assorti de pertes financières significatives ou d'atteinte à la réputation, qui naissent du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou internationales directement applicables ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques.

### **7.2 MISSION DE LA CONFORMITE**

La fonction conformité conseille et assiste l'ensemble des collaborateurs de Maroc Leasing pour prévenir d'éventuels risques de non-conformité dans l'exercice de leurs différents métiers, mais aussi pour identifier et gérer les nouveaux risques réglementaires et les risques émergents de non-conformité. Elle se positionne comme un acteur clé de la mise en œuvre opérationnelle des

principes énoncés dans le Code de conduite de Maroc Leasing, lesquels sont déclinés, pour ce qui concerne la conformité, dans les politiques et procédures de conformité de Maroc Leasing.

Le périmètre de la direction conformité repose essentiellement sur les principaux risques suivants, notamment :

- la sécurité financière : englobe les sujets de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la connaissance client et le respect des règles relatives aux sanctions internationales et embargos ainsi que les déclarations de soupçons auprès des autorités réglementaires.
- les risques réglementaires : La déontologie et l'éthique professionnelle qui englobe les sujets relatifs aux règles de bonne conduite, la gestion de conflit d'intérêt, la prévention contre la corruption et la protection des données à caractère personnel, le respect des réglementations des régulateurs ainsi que sur la responsabilité sociale et environnementale.
- la protection des données dont les données personnelles et en particulier celles des clients.

### **7.3 SECURITE FINANCIERE**

Maroc Leasing est engagée à soutenir les efforts nationaux et internationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Elle accorde une grande importance à l'application rigoureuse de la réglementation, en respectant les recommandations des autorités marocaines (Bank Al-Maghrib, l'ANRF et le CNASNU, Ect...), et participe pleinement à l'action de prévention en mettant en place une surveillance et une vigilance continue, ainsi qu'un programme de formations et sensibilisations spécialement élaborés pour cette finalité.

Le dispositif de vigilance de Maroc Leasing se base sur l'obligation de connaissance des clients (titulaires et mandataires) et des bénéficiaires effectifs, non seulement à l'entrée en relation mais également tout au long de la relation de l'affaire. Il fait preuve d'un engagement constant à l'égard des opérations réalisées par les clients et apprécie le caractère normal des transactions réalisées. En cas de doute, un dispositif d'alerte a été instauré permettant aux instances habilitées d'être au courant de toutes les transactions suspectes et procéder aux déclarations de soupçons.

Maroc Leasing a construit et adapté son dispositif en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), afin de prendre en compte les exigences issues des textes et rapports émanant d'autorités nationales et Internationales. Ainsi, le dispositif

de LCB-FT de Maroc Leasing est composé notamment des éléments suivants :

- ✓ un dispositif adapté à la structure et aux activités de Maroc Leasing ;
- ✓ une connaissance approfondie et actualisée de la relation d'affaires, avant l'entrée en relation et tout au long de la relation d'affaires ;
- ✓ une approche par les risques permettant une classification des clients en fonction des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme identifiés ;
- ✓ un dispositif de criblage des bases clients et de filtrage en temps réel des transactions, reposant sur des outils automatisés ;
- ✓ un dispositif de surveillance et de contrôles permanent de conformité LCB-FT;
- ✓ la transmission en interne des alertes et des soupçons auprès de la fonction conformité pour procéder aux déclarations de soupçon ;
- ✓ un dispositif de formation en présentiel et en E-learning au profit des collaborateurs.

Ce dispositif repose notamment sur des mesures de contrôle des bases clients et de filtrage des transactions qui permettent d'identifier en permanence toute personne ou entité visée par des sanctions financières, en particulier des restrictions relatives à l'accès au financement bancaire.

Maroc Leasing a également poursuivi le renforcement de ce dispositif avec notamment la mise en œuvre de nouvelles évolutions de ses outils et listes de filtrage qui ont permis de renforcer l'alignement des paramétrages de ces outils et la qualité des bases de données traitées.

#### **7.4 DEONTOLOGIE ET ETHIQUE**

La Fonction Conformité est en charge de la gestion du dispositif d'éthique et de déontologie de l'établissement. Elle s'assure de la diffusion du code de déontologie et d'éthique, formalise les principes généraux de conduite en vigueur au sein de l'établissement et fixe des lignes directrices à tous les collaborateurs concernant les comportements attendus dans l'exercice de leurs fonctions et responsabilités.

Maroc Leasing veille au respect des règles de déontologie professionnelle ainsi qu'aux obligations réglementaire des autorités de marché de capitaux. Elle produit des rapports semestriels définis par les autorités en matière d'éthique et de déontologie et organise des actions de sensibilisations et formations pour les collaborateurs et dirigeants.

## **7.5 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Maroc Leasing applique une politique de "Tolérance zéro" en matière de corruption, en raison de l'atteinte grave à l'éthique et du risque réputationnel et financier qu'elle représente pour Maroc Leasing.

Maroc Leasing a également renforcé certaines règles et procédures de son dispositif de conformité afin de les mettre au niveau des meilleurs standards en matière de prévention de la corruption, une nouvelle politique de lutte contre la corruption, un programme de formation et un dispositif d'alerte ont été instaurés.

Le dispositif anti-corruption comprend :

- ✓ une cartographie des risques de corruption;
- ✓ des normes et procédures ;
- ✓ un dispositif d'alerte ;
- ✓ un dispositif de formation.

## **7.6 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Maroc Leasing adopte les mesures adéquates pour assurer la conformité de son dispositif de protection des données à caractère personnel dont elle possède les données (clients, prospects, collaborateurs ...). Elle s'engage à prendre toute les précautions techniques et opérationnelles pour empêcher l'altération ou la divulgation inopportune de ces données, notamment celles communiquées par des tiers et qui pourraient nuire à leurs intérêts en cas de publication.

Maroc Leasing dispose de l'ensemble des autorisations accordées par la CNDP pour le traitement des données à caractère personnels, d'un registre de données et de modes opératoires pour les processus clés notamment pour le traitement des fuites de données, ainsi que l'exercice de droits par les personnes concernées.

## **7.7 TRAITEMENT DES RECLAMATIONS CLIENTS**

La gestion des réclamations est un enjeu majeur pour notre institution qui s'engage à respecter et protéger les intérêts de ses clients. Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion des réclamations bien structuré lui permettant de recueillir, analyser, traiter et résoudre les plaintes des clients de manière efficace. Son objectif est d'améliorer la satisfaction client, de renforcer la fidélisation et d'identifier les axes d'amélioration.

Le dispositif permet de garantir une information en temps réel à travers une plateforme dédiée à ses clients abonnés, une transparente en terme d'information sur les modalités de traitement des réclamations, et une communication aux instances de gouvernance sur les délais de traitement, ainsi que des plans d'actions associés à chaque réclamation.

La gestion des réclamations au sein de Maroc Leasing est gérée conformément à une procédure dédiée permettant d'assurer un traitement efficace et satisfaisant des plaintes des clients, et ce, conformément à la circulaire 10/w/2016 de Bank Al-Maghrib.

## **8 GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION**

Dans un environnement en constante évolution, marqué par la transformation digitale et la diversification des usages technologiques, Maroc Leasing a pleinement intégré la dimension stratégique des systèmes d'information. Consciente des enjeux liés à l'innovation, à l'agilité opérationnelle et à la performance économique, l'entreprise a renforcé le positionnement de sa Direction des Systèmes d'Information (DSI) en tant que levier central de sa transformation digitale. Cette orientation permet d'accompagner de manière proactive les besoins métiers, tout en assurant l'intégration continue de technologies émergentes au service de la performance globale.

Le système d'information de Maroc Leasing s'articule autour de plusieurs plateformes intégrées, couvrant à la fois les besoins du back-office et du front-office.

### **❑ Backoffice**

Le cœur du système repose sur une suite d'outils permettant de piloter efficacement l'ensemble des opérations internes :

- **ERP Métier** : une solution ouverte et intégrée permettant la gestion complète du cycle de vie des contrats de leasing, appuyée par un système de workflows automatisés.
- **ERP Comptable** : couvre la comptabilité générale, la gestion de la trésorerie, les rapprochements bancaires, les immobilisations, les fournisseurs d'exploitation, ainsi que la communication réglementaire.
- **Gestion Électronique de Documents (GED)** : pour la dématérialisation et la centralisation documentaire.
- **CRM** : pour la gestion de la relation client et le suivi commercial.
- **Solution de Lutte Contre le Blanchiment d'Argent (LAB).**
- **Outils de Scoring et de Notation.**

- **Solution GRC** : dédiée à la gouvernance, la gestion des risques et la conformité réglementaire.

#### □ **Front office**

Afin de renforcer l'accessibilité, la réactivité et la qualité de service, plusieurs interfaces sont mises à disposition :

- **Portail Partenaires "Wajiha"** : permet aux partenaires d'effectuer des simulations, de soumettre des propositions en ligne, de suivre leurs portefeuilles clients et de bénéficier d'un reporting en temps réel.
- **Espace Client** : offre un accès direct à toutes les informations liées aux contrats (consultation, édition, échéanciers, factures, SAV, réclamations...).
- **Application Mobile Commerciale** : déployée sur tablette, elle permet aux équipes commerciales de gérer leurs propositions, de réaliser des simulations et de suivre leurs portefeuilles.

Consciente de l'importance stratégique des systèmes d'information dans la performance de l'entreprise, Maroc Leasing a instauré une gouvernance rigoureuse et structurée, visant à garantir la fiabilité, la sécurité et l'alignement du SI avec les besoins métiers. Dans ce cadre, plusieurs dispositifs ont été mis en place :

- **Comité de Suivi IT** : réuni trimestriellement, il assure le suivi du portefeuille des projets, la priorisation des demandes métiers, ainsi que l'arbitrage des ressources et des actions.

- **Comité de Sécurité du SI** : tenu de manière trimestrielle, il est dédié à la revue des enjeux de sécurité, au suivi des plans d'action et à la validation des dispositifs de protection.
- **Charte de Sécurité du Système d'Information** : diffusée à l'ensemble des collaborateurs, elle encadre les usages et définit les règles de sécurité à respecter.
- **Audits de sécurité & tests d'intrusion** : régulièrement réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés afin d'évaluer la robustesse des infrastructures et de détecter les vulnérabilités potentielles.
- **Campagnes de sensibilisation** : menées auprès des collaborateurs pour renforcer la culture de cyber sécurité et prévenir les comportements à risque.
- **Risque et conformité** : un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) qui Pilote la stratégie de cyber sécurité, accompagne la transformation digitale et veille à la conformité légale réglementaire.

## 9 RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

### 9.1 Informations environnementales

En tant qu'acteur significatif du financement de l'économie, Maroc Leasing a un rôle à jouer dans la transition vers un développement durable et a choisi depuis 2015 de renforcer ses ambitions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La RSE est à ce titre l'un des grands leviers transverses du plan stratégique de Maroc Leasing, au service d'une création de valeur pérenne.

La démarche environnementale et sociale permet de nourrir le dialogue stratégique avec les clients et d'accompagner leur propre transition vers un modèle plus durable, à travers le développement d'offres innovantes.

Maroc Leasing a adopté une démarche de responsabilité d'entreprise gérée à travers un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES). Elle intègre les risques sociaux et environnementaux dans l'analyse des financements de projets.

Le SGES s'intègre dans la démarche globale d'évaluation des risques avant l'octroi des demandes de financement aux entreprises. Il impose à chaque étape la prise en compte des impacts environnementaux.

## **9.2 UN FINANCEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

Dans un contexte énergétique en perpétuelle évolution, maîtrise des consommations énergétiques, financements innovants, autoconsommation, .... Maroc Leasing déploie des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique des entreprises, leur permettant d'adopter des démarches efficaces et écoresponsables.

Maroc Leasing élargit sa plateforme de financement et met à la disposition de ses clients de nouvelles lignes de financement et développe ainsi son expertise dans le financement vert:

- **GREEN VALUE CHAIN**

Maroc Leasing a déployé un nouveau programme de financement vert, nommé GVC - Green Value Chain. Il s'agit d'un package de financement et d'accompagnement complet permettant de financer, de manière attractive, une large gamme d'investissements verts, entre autres les projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables à petite échelle, de gestion de l'eau, de traitements des déchets, d'économies d'énergies liées aux bâtiments.

Ce programme de financement permet aux entreprises marocaines de renforcer leur compétitivité et indirectement, celle de leurs écosystèmes (chaînes de valeur), et créer ainsi, une base industrielle décarbonnée et circulaire pour servir notamment le marché européen.

GVC bénéficie du soutien de l'Union Européenne, du Fonds Vert pour le Climat, du Compte Coréen pour l'Assistance Technique et la Coopération, et du Compte Spécial des Actionnaires de la BERD.

- **GREEN ECONOMY FINANCING FACILITY MOROCCO II - GEFF II**

« GEFF Morocco II » est une offre financière avantageuse pour faciliter le processus de mise en place d'une approche d'efficacité énergétique et gestion des ressources des entreprises marocaines afin de renforcer leur compétitivité.

Ce nouveau programme permet de financer des investissements verts des entreprises privées dans l'énergie durable, la conservation de l'eau, la réduction des déchets ou encore les technologies vertes et l'adaptation au changement climatique.

Cette nouvelle offre « One Shop Offer » se veut être une offre complète rassemblant en un seul produit, du financement leasing, une assistance technique gratuite pour les entreprises et une subvention à l'investissement éligible, financée par l'Union Européenne.

### 9.3 INFORMATIONS SOCIALES

Maroc Leasing a doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité. Une large place est accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

Le recrutement au sein de Maroc Leasing fait l'objet d'une planification des besoins inscrite dans le cadre du PMT triennal et évaluée dans le cadre du processus budgétaire.

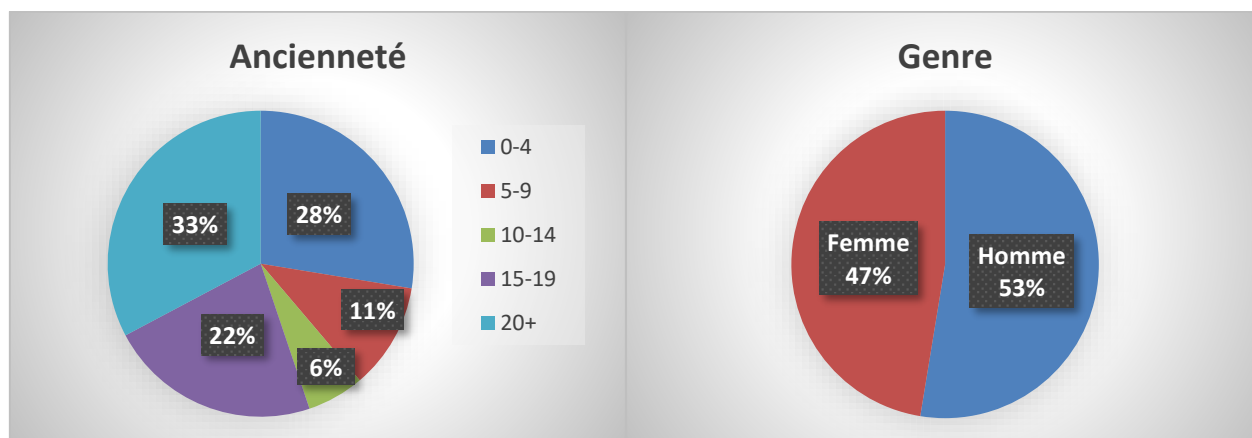
Maroc Leasing exige pour ses recrues des parcours en adéquation avec ses valeurs, tout en favorisant la diversité des profils et des sources de recrutement. Une attention particulière est portée à l'adéquation entre ses valeurs et celles incarnées par les candidats.

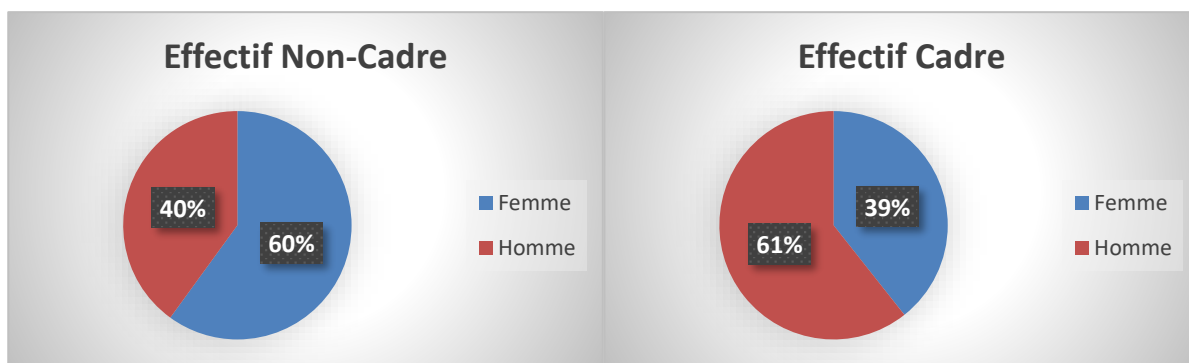
Sur le plan de gestion des carrières, Maroc Leasing place le capital humain au cœur de sa vision et son développement.

Sa politique de Gestion de carrière est fondée sur le développement des compétences, la responsabilisation et la mise en place d'une culture de communication et de partage, visant à porter ses effectifs aux plus hauts niveaux d'expertise, grâce notamment à sa politique de formation.

Concernant les autres indicateurs sociaux, le personnel de Maroc Leasing est représenté par six délégués.

En 2025, Maroc Leasing compte un effectif de 116 personnes, ventilé comme suit :





Maroc Leasing place les enjeux de Diversité, Equité et Inclusion au cœur de sa stratégie et s'est fixée comme objectif de développer un environnement de travail respectueux et inclusif, qui capitalise sur la diversité de ses collaborateurs et permette à chacun d'être entendu et reconnu. Portée par la Direction Générale et incarnée au travers de sa politique RH, l'inclusion constitue pour Maroc Leasing une opportunité et un impact positif à plusieurs niveaux :

- ✓ De respect de ses obligations en matière de non-discrimination dans ses pratiques de recrutement et de gestion des ressources humaines ;
- ✓ D'innovation et de transformation grâce aux regards croisés et à l'expression des diversités de points de vue des collaborateurs,

Maroc Leasing agit en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et a mis en place à travers sa stratégie de recrutement une mixité et d'égalité professionnelle autour de 3 grands axes :

- ✓ La représentation des femmes dans les métiers les moins mixtes ;
- ✓ L'accès aux postes à responsabilités ;
- ✓ L'égalité salariale.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale, Maroc Leasing s'implique durablement dans la vie associative.

Elle encourage l'engagement de ses collaborateurs et soutient des associations oeuvrant dans les domaines de la solidarité.

Cette participation traduit notre volonté de créer de la valeur non seulement économique, mais aussi sociale.

Maroc Leasing a participé à plusieurs initiatives, notamment:

- Par l'intermédiaire de l'APSF
  - o Jadara Foundation : "Banque Alimentaire"

- Parrainage des étudiants orphelins
  - Association « Rangs d'Honneur qui œuvre en faveur des populations les plus démunies et les plus excentrées
- Par l'intermédiaire de la maison mère (BCP)
- Association Al Jisr : « Dons de matériels informatiques »

## 10 LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUES 2025
indicateurs d'activité du 3ème trimestre 2025
communication financière - situation au 30 juin 2025
indicateurs d'activité du 2 ème trimestre 2025
Ratios réglementaires prévisionnels 18 mois (juin 2025-décembre 2026)
indicateurs d'activité du 1ier trimestre 2025
communiqué poste AGO 23 MAI 2025
Detail du Vote AGO 23 mai 2025
Rapport Spécial CAC Maroc Leasing 2024
Rapport financier Annuel 2024
Formulaire de vote par correspondance ou par procuration ASSEMBLÉE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 23 mai 2025
INFORMATIONS VOTE 23 MAI 25
Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2025
Communication financière - Situation au 31 Décembre 2024
Ratios Prudentiels Prévisionnels 2025-2026
indicateurs d'activité du 4ème trimestre 2024

Pour consulter nos communiqués de presse :

[www.marocleasing.ma/Publication](http://www.marocleasing.ma/Publication)

## 11 ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS

### Bilan au 31 décembre 2025

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	-	-
<b>2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	-	-
. A vue		-
. A terme		
<b>3.Créances sur la clientèle</b>	<b>10.986</b>	<b>9.387</b>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	364	257
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	20	33
. Autres crédits	10.602	9.097
<b>4.Créances acquises par affacturage</b>		
<b>5.Titres de transaction et de placement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
<b>6.Autres actifs</b>	<b>223.753</b>	<b>156.312</b>
<b>7.Titres d'investissement</b>		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
<b>8.Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>16.202</b>	<b>16.202</b>
<b>9.Créances subordonnées</b>		
<b>10.Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>13.906.128</b>	<b>12.932.716</b>
<b>11.Immobilisations incorporelles</b>	<b>125.416</b>	<b>127.646</b>
<b>12.Immobilisations corporelles</b>	<b>16.382</b>	<b>17.199</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>14.298.867</b>	<b>13.259.462</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>		
<b>2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>11.163.042</b>	<b>10.275.587</b>
. A vue	622.693	579.352
. A terme	10.540.349	9.696.235
<b>3.Dépôts de la clientèle</b>	<b>57.008</b>	<b>50.756</b>
. Comptes à vue créditeurs	55.506	49.509
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	1.502	1.247
<b>4.Titres de créance émis</b>	<b>708.418</b>	<b>709.771</b>
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires	708.418	709.771
. Autres titres de créance émis		
<b>5.Autres passifs</b>	<b>936.523</b>	<b>871.982</b>
<b>6.Provisions pour risques et charges</b>	<b>85.854</b>	<b>71.817</b>
<b>7.Provisions réglementées</b>	-	-
<b>8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie</b>		
<b>9.Dettes subordonnées</b>	<b>120.109</b>	<b>120.056</b>
<b>10.Ecarts de réévaluation</b>		
<b>11.Réserves et primes liées au capital</b>	<b>423.774</b>	<b>423.774</b>
<b>12.Capital</b>	<b>277.677</b>	<b>277.677</b>
<b>13.Actionnaires.Capital non versé (-)</b>		
<b>14.Report à nouveau (+/-)</b>	<b>419.167</b>	<b>352.738</b>
<b>15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-
<b>16.Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>107.295</b>	<b>105.304</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>14.298.867</b>	<b>13.259.462</b>

## Hors bilan

HORS BILAN	31/12/2025	31/12/2024
<b><u>ENGAGEMENTS DONNES</u></b>	<b><u>1.261.208</u></b>	<b><u>1.238.613</u></b>
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1.261.208	1.238.613
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
<b><u>ENGAGEMENTS RECUS</u></b>	<b><u>1.753.908</u></b>	<b><u>1.347.569</u></b>
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	600.000	400.000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1.153.908	947.569
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2025	31/12/2024
<b>I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>4.412.744</b>	<b>4.096.724</b>
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	925	466
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	660	50
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4.Produits sur titres de propriété	-	-
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	4.411.159	4.096.208
6.Commissions sur prestations de service	-	-
7.Autres produits bancaires	-	-
<b>II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>4.025.545</b>	<b>3.717.537</b>
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	426.821	387.741
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	3.183	2.218
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30.167	35.373
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3.564.850	3.291.677
12.Autres charges bancaires	524	528
<b>III.PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>387.199</b>	<b>379.187</b>
13.Produits d'exploitation non bancaire	1.199	1.679
14.Charges d'exploitation non bancaire	-	-
<b>IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>102.651</b>	<b>100.240</b>
15.Charges de personnel	58.739	56.030
16.Impôts et taxes	764	720
17.Charges externes	31.721	31.197
18.Autres charges générales d'exploitation	1.306	1.338
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10.121	10.955
<b>V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>205.126</b>	<b>238.478</b>
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	112.778	149.133
21.Pertes sur créances irrécouvrables	35.977	37.880
22.Autres dotations aux provisions	56.371	51.465
<b>VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>123.111</b>	<b>141.237</b>
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	81.006	94.532
24.Récupérations sur créances amorties	-	-
25.Autres reprises de provisions	42.105	46.705
<b>VII.RESULTAT COURANT</b>	<b>203.732</b>	<b>183.385</b>
26.Produits non courants	2.955	3.006
27. Charges non courantes	14.406	11.420
<b>VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>192.281</b>	<b>174.971</b>
28.Impôts sur les résultats	84.986	69.667
<b>IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>107.295</b>	<b>105.304</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>4.540.009</b>	<b>4.242.646</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>4.432.714</b>	<b>4.137.342</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>107.295</b>	<b>105.304</b>

## ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2025	31/12/2024
1.+ Intérêts et produits assimilés	1.585	516
2.- Intérêts et charges assimilées	460.171	425.332
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 458.586</b>	<b>- 424.816</b>
3.+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	4.411.159	4.096.208
4.- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3.564.850	3.291.677
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>846.309</b>	<b>804.531</b>
5.+ Commissions perçues		
6. - Commissions servies	-	-
<b>Marge sur commissions</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
7.+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
8.+ Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9. ± Résultat des opérations de change		
10. ± Résultat des opérations sur produits dérivés		
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
11.+ Divers autres produits bancaires	-	-
12. - Diverses autres charges bancaires	524	528
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>387.199</b>	<b>379.187</b>
13. ± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. + Autres produits d'exploitation non bancaire	1.199	1.679
15. - Autres charges d'exploitation non bancaire		
16. - Charges générales d'exploitation	102.651	100.240
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>285.747</b>	<b>280.626</b>
17. ± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	67.749	92.481
18. ± Autres dotations nettes de reprises aux provisions	14.266	4.760
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>203.732</b>	<b>183.385</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>- 11.451</b>	<b>- 8.414</b>
19. - Impôts sur les résultats	84.986	69.667
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>107.295</b>	<b>105.304</b>

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2025	31/12/2024
<b>+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>107.295</b>	<b>105.304</b>
20.+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	10.121	10.955
21.+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.+ Dotations aux provisions pour risques généraux	52.042	51.465
23.+ Dotations aux provisions réglementées		
24.+ Dotations non courantes		
25. - Reprises de provisions	33.105	46.705
26. - Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	7
27. + Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28. - Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. + Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. - Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>136.353</b>	<b>121.012</b>
31.- Bénéfices distribués	38.874	38.874
<b>+ AUTOFINANCEMENT</b>	<b>97.479</b>	<b>82.138</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31/12/2025	31/12/2024
1.Produits d'exploitation bancaire perçus	4.740.002	4.290.429
2.Récupérations sur créances amorties		
3.Produits d'exploitation non bancaire perçus	4.154	4.685
4.Charges d'exploitation bancaire versées	460.695	425.860
5.Charges d'exploitation non bancaire versées	14.406	11.420
6.Charges générales d'exploitation versées	92.530	89.285
7.Impôts sur les résultats versés	71.024	76.934
<b>I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>4.105.501</b>	<b>3.691.615</b>
<b>Variation de :</b>		
8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.Créances sur la clientèle	1.599	122
10.Titres de transaction et de placement	-	-
11.Autres actifs	67.441	1.954
12.Immobilisations données en crédit-bail et en location	4.947.408	3.829.906
13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	887.455	312.172
14.Dépôts de la clientèle	6.252	10.642
15.Titres de créance émis	1.353	102.499
16.Autres passifs	64.541	6.457
<b>II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>4.059.553</b>	<b>3.635.256</b>
<b>III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>45.948</b>	<b>56.359</b>
17.Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.Acquisition d'immobilisations financières		
20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	7.074	17.485
21.Intérêts perçus		
22.Dividendes perçus		
<b>IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>7.074</b>	<b>17.485</b>
23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.Emission de dettes subordonnées		
25.Emission d'actions		
26.Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.Intérêts versés		
28.Dividendes versés	38.874	38.874
<b>V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>- 38.874</b>	<b>- 38.874</b>
<b>VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		-			-	-
VALEURS RECUES EN PENSION	<b>NEANT</b>					
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-	-

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE						
- Comptes à vue débiteurs				0	0	0
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				364	364	257
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS				20	20	33
AUTRES CREDITS				10.602	10.602	9.097
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
<b>TOTAL</b>				10.986	10.986	9.387

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Encours total 31/12/2025	Encours total 31/12/2024
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE (*)						
<b>TITRES NON COTES</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TOTAL</b>			0	0	0	0

NEANT

## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b><u>TITRES DE TRANSACTION</u></b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	0	0	0	0	0	0
TITRES DE PROPRIETE						
<b><u>TITRES DE PLACEMENT</u></b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	243	0	0	0	0	243
TITRES DE PROPRIETE						
<b><u>TITRES D'INVESTISSEMENT</u></b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

## DETAIL DES AUTRES ACTIF

Actif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2025 3	Total 2024
<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</u></b>				
Instruments optionnels de taux d'intérêts achetés				
Instruments optionnels de cours de change achetés				
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés				
Autres instruments optionnels achetés				
<b><u>DEBITEURS DIVERS</u></b>	<b>201.886</b>		<b>201.886</b>	<b>153.701</b>
<b><u>Sommes dues par l'Etat</u></b>	<b>201.775</b>		<b>201.775</b>	<b>153.578</b>
<b><u>Sommes dues par les organismes de prévoyance</u></b>	-		-	-
<b><u>Sommes diverses dues par le personnel</u></b>	<b>30</b>		<b>30</b>	<b>57</b>
<b><u>Comptes clients de prestations non bancaires</u></b>	-		-	-
<b><u>Divers autres débiteurs</u></b>	<b>81</b>		<b>81</b>	<b>66</b>
Dépôts de garantie versés sur opérations de marché				
Dépôts et cautionnements constitués	-		-	-
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés				
Divers autres débiteurs	81		81	66
<b><u>VALEURS ET EMPLOIS DIVERS</u></b>				
Avoirs en or et métaux précieux				
Stocks de fournitures du bureau et imprimés				
Immobilisations acquises par voie d'adjudication				
Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière immobilière				
Timbres				
Autres valeurs et emplois divers				
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	<b>21.867</b>		<b>21.867</b>	<b>2.611</b>
<b><u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u></b>				
Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
<b><u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u></b>				
Ecarts de conversion sur devises non cotées				
Ecarts de conversion sur devises avec garantie de change				
Ecarts de conversion sur autres devises				
Ecarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
<b><u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u></b>				
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées				
Pertes potentielles sur opérations de couverture dénouées				
<b><u>Charges à répartir sur plusieurs exercices</u></b>	<b>220</b>		<b>220</b>	<b>462</b>
Frais préliminaires			-	
Frais d'acquisition des immobilisations				
Frais d'émission des emprunts				
Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis	-		-	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	220		220	462
<b><u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u></b>				
<b><u>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</u></b>	<b>21.647</b>		<b>21.647</b>	<b>2.149</b>
Produits à recevoir	12.118		12.118	209
Charges constatées d'avance	9.529		9.529	1.940
<b><u>Autres comptes de régularisation</u></b>	-		-	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-		-	-
<b><u>Créances en souffrance sur opérations diverses</u></b>				
<b>Total autres actifs</b>	<b>223.753</b>		<b>223.753</b>	<b>156.312</b>

## TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<b><u>Participations dans les entreprises liées</u></b>									
CHAABI LLD	<b><u>SERVICE ( LOCATION LONGUE DUREE )</u></b>	31.450	1,4%	6.000	1.260	31/12/2025	178.287	25.206	0
<b><u>Autres titres de participation</u></b>									
Filiale en cours de création (*)	<b><u>Société de Financement en Crédit-bail</u></b>				14.942				
<b>TOTAL</b>		31.450		6.000	16.202		178.287	25.206	-

## IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</b>	<b>24.911.981</b>	<b>21.928.426</b>	<b>20.454.830</b>	<b>26.385.577</b>	<b>3.386.074</b>	<b>10.289.294</b>	<b>236.751</b>	<b>82.834</b>	<b>2.190.155</b>	<b>13.906.128</b>
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				-		-				-
CREDIT-BAIL MOBILIER	<b>15.723.703</b>	<b>8.646.553</b>	<b>7.300.776</b>	<b>17.069.480</b>	<b>2.978.816</b>	<b>7.588.522</b>	-	<b>41.902</b>	<b>278.424</b>	<b>9.202.534</b>
- Crédit-bail mobilier en cours	761.115	4.272.719	4.369.740	664.094						664.094
- Crédit-bail mobilier loué	14.525.921	4.369.740	2.917.785	15.977.876	2.975.739	7.408.599	-	41.902	278.424	8.290.853
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	436.667	4.094	13.251	427.510	3.077	179.923				247.587
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	<b>7.745.735</b>	<b>920.852</b>	<b>870.375</b>	<b>7.796.212</b>	<b>407.258</b>	<b>2.700.772</b>	<b>123.973</b>	<b>1.828</b>	<b>1.033.876</b>	<b>4.061.564</b>
- Crédit-bail immobilier en cours	389.065	347.278	573.575	162.768						162.768
- Crédit-bail immobilier loué	6.614.705	573.574	288.320	6.899.959	403.245	1.980.240	123.973	1.828	1.033.876	3.885.843
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	741.965	-	8.480	733.485	4.013	720.532				12.953
LOYERS COURUS A RECEVOIR	17.700	5.440.965	5.440.562	18.103						<b>18.103</b>
LOYERS RESTRUCTURES	-	-	-	-						-
LOYERS IMPAYES	23.675	6.845.298	6.836.687	32.286						<b>32.286</b>
CREANCES EN SOUFFRANCE	1.401.168	74.758	6.430	1.469.496			112.778	<b>39.104</b>	<b>877.855</b>	<b>591.641</b>
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE</b>										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
<b>TOTAL</b>	<b>24.911.981</b>	<b>21.928.426</b>	<b>20.454.830</b>	<b>26.385.577</b>	<b>3.386.074</b>	<b>10.289.294</b>	<b>236.751</b>	<b>82.834</b>	<b>2.190.155</b>	<b>13.906.128</b>

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>	<b>195.625</b>	<b>4.026</b>	-	<b>199.651</b>	<b>67.979</b>	<b>6.256</b>		<b>74.235</b>	<b>125.416</b>
- Droit au bail	101.076	-	-	101.076					101.076
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	94.549	4.026	-	98.575	67.979	6.256		74.235	24.340
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>	<b>56.611</b>	<b>3.048</b>	<b>507</b>	<b>59.152</b>	<b>39.412</b>	<b>3.865</b>	<b>507</b>	<b>42.770</b>	<b>16.382</b>
- Immeubles d'exploitation	<b>2.238</b>	-	-	<b>2.238</b>					<b>2.238</b>
. Terrain d'exploitation	2.238	-		2.238					2.238
. Immeubles d'exploitation. Bureaux			-						
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	<b>31.021</b>	<b>1.816</b>	<b>507</b>	<b>32.330</b>	<b>27.599</b>	<b>2.063</b>	<b>507</b>	<b>29.155</b>	<b>3.175</b>
. Mobilier de bureau d'exploitation	3.018	38	-	3.056	2.675	114	-	2.789	267
. Matériel de bureau d'exploitation	7.461	20	-	7.481	6.281	600	-	6.881	600
. Matériel Informatique	20.448	1.738	507	21.679	18.576	1.337	507	19.406	2.273
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	58	20	-	78	31	12	-	43	35
. Autres matériels d'exploitation	36	-	-	36	36	-	-	36	-
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	<b>21.934</b>	<b>1.232</b>	-	<b>23.166</b>	<b>11.320</b>	<b>1.773</b>	-	<b>13.093</b>	<b>10.073</b>
- Immobilisations corporelles hors exploitation	<b>1.418</b>	-	-	<b>1.418</b>	<b>493</b>	<b>29</b>	-	<b>522</b>	<b>896</b>
. Terrains hors exploitation	833			833				-	833
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	585	-	-	585	493	29	-	522	63
<b>TOTAL</b>	<b>252.236</b>	<b>7.074</b>	<b>507</b>	<b>258.803</b>	<b>107.391</b>	<b>10.121</b>	<b>507</b>	<b>117.005</b>	<b>141.798</b>

## PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
2025	Plus ou Moins Values sur cessions des immobilisations données en crédit-bail	3.226.724	3.041.560	185.164	191.178	12.766	6.752

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		622.664			622.664	579.126
VALEURS DONNEES EN PENSION - au jour le jour - à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE - au jour le jour		1.000.000	-	-	1.000.000	-
- à terme		1.000.000	-	-	1.000.000	-
EMPRUNTS FINANCIERS		9.510.350			9.510.350	9.662.204
AUTRES DETTES		-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER		30.028	-	-	30.028	34.257
<b>TOTAL</b>		<b>11.163.042</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11.163.042</b>	<b>10.275.587</b>

## DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUÉ CREDITEURS			55.506		55.506	49.509
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		-	-	-	-	-
AUTRES COMPTES CREDITEURS			1.502		1.502	1.247
INTERETS COURUS A PAYER						
<b>TOTAL</b>			<b>57.008</b>		<b>57.008</b>	<b>50.756</b>

## TITRES DE CREANCES EMIS

Nature des titres émis	Caractéristiques			Taux	Mode de Remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale		
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	100.000,00	3.18%(*)	IN FINE
Obligations	5 août 2022	5 août 2027	600.000,00	2.89%**	IN FINE
<b>TOTAL</b>			<b>700.000,00</b>		

## DETAILS DES AUTRES PASSIF

Passif	Dirhams 1	Devises 2	Total 2025 3	Total 2024
<b><u>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</u></b>				
Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus				
Instruments optionnels de cours de change vendus				
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus				
Autres instruments optionnels vendus				
<b><u>CREDITEURS DIVERS</u></b>	<b>816.380</b>		<b>816.380</b>	<b>756.500</b>
<b><u>Sommes dues à l'Etat</u></b>	<b>388.057</b>		<b>388.057</b>	<b>357.044</b>
<b><u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u></b>	<b>2.716</b>		<b>2.716</b>	<b>1.911</b>
<b><u>Sommes diverses dues au personnel</u></b>	<b>2.480</b>		<b>2.480</b>	<b>4.491</b>
<b><u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u></b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Dividendes à payer	0		-	0
Versements reçus sur augmentation de capital				
Comptes courants d'associés créditeurs				
Autres sommes dues aux actionnaires et associés				
<b><u>Fournisseurs de biens et services</u></b>	<b>265.952</b>		<b>265.952</b>	<b>180.953</b>
<b><u>Divers autres créditeurs</u></b>	<b>157.175</b>		<b>157.175</b>	<b>212.101</b>
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché				
Coupons sur titres de créances émis à payer				
Titres émis amortis et non encore remboursés				
Commissions à verser à Bank Al-Maghrib				
Divers autres créditeurs	157.175		157.175	212.101
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>	<b>120.143</b>		<b>120.143</b>	<b>115.482</b>
<b><u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u></b>				
Contrepartie du résultat de change de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan				
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan				
<b><u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u></b>				
Ecart de conversion sur devises non cotées				
Ecart de conversion sur devises avec garantie de change				
Ecart de conversion sur autres devises				
Ecart sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise				
<b><u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u></b>				
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées				
Gains potentiels sur opérations de couverture dénouées				
<b><u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u></b>				
<b><u>Charges à payer et produits constatés d'avances</u></b>	<b>115.524</b>		<b>115.524</b>	<b>112.447</b>
Charges à payer	6.142		6.142	1.493
Produits constatés d'avances	109.382		109.382	110.954
<b><u>Autres comptes de régularisation</u></b>	<b>4.619</b>		<b>4.619</b>	<b>3.035</b>
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	4.619		4.619	3.035
<b>Total Autres -Passif</b>	<b>936.523</b>		<b>936.523</b>	<b>871.982</b>

## PROVISIONS

PROVISIONS	Encours 31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2025
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</b>	<b>2.047.406</b>	<b>236.751</b>	<b>82.834</b>	<b>-</b>	<b>2.201.323</b>
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
titres de placement	243	-	-	-	243
titres de participation et emplois assimilés	10.926	-	-	-	10.926
Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail et en location	1.232.056	123.973	43.730	-	1.312.299
Provision créance en souffrance sur opération de crédit-bail et en location	804.181	112.778	39.104	-	877.855
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>71.817</b>	<b>56.142</b>	<b>42.105</b>	<b>-</b>	<b>85.854</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	44.023	52.042	33.105	-	62.960
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	27.794	4.100	9.000	-	22.894
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2.119.223</b>	<b>292.893</b>	<b>24.939</b>	<b>-</b>	<b>2.287.177</b>

## DETTES SUBORDONNEES

DETTES	MONT ANT GLOBA L	NON APPAR ENTE	APPARENTES				31/12/ 2025	31/12/ 2024
			ETS.DE CRED & ASSIM	ESES FINANCI ERES	ESES NON FINANCI ERES	AUTRES APPARE NTES		
DETTES SUBORDONNEES	120.109		120.109				120.109	120.056
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE								
Titres subordonnés à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de crédit								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de la clientèle								
DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE	120.000		120.000				120.000	120.000
Titres subordonnés à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	120.000		120.000				120.000	120.000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de la clientèle								
INTERETS COURUS A PAYER	109		109				109	56

## CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2024	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2025
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	27.768	-		27.768
Autres réserves	159.450	-		159.450
Primes d'émission, de fusion et d'apport	236.556			236.556
<b>Capital</b>				
Capital appelé	277.677			277.677
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	352.738	66.429		419.167
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>				
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	105.304	- 105.304	107.295	107.295
<b>Total</b>	<b>1.159.493</b>	<b>-38.875</b>	<b>107.295</b>	<b>1.227.913</b>

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2025	31/12/2024
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b><u>1.261.208</u></b>	<b><u>1.238.613</u></b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>1.261.208</b>	<b>1.238.613</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	1.261.208	1.238.613
Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>		
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance		
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b><u>1.753.908</u></b>	<b><u>1.347.569</u></b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>600.000</b>	<b>400.000</b>
Ouvertures de crédit confirmés	600.000	400.000
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1.153.908</b>	<b>947.569</b>
Garanties de crédits	1.153.908	947.569
Autres garanties reçues		
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

## OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
<b><u>Opérations de change à terme</u></b>				
Devises à recevoir				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dirhams à livrer				
Dont swaps financiers de devises	<u>NEANT</u>	<u>NEANT</u>	<u>NEANT</u>	<u>NEANT</u>
<b><u>Engagements sur produits dérivés</u></b>				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

## VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	12.357	Immobilisations données en crédit-bail et en location	12.357
Hypothèques	25.838.197		25.838.197
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>	<b>25.850.554</b>		<b>25.850.554</b>

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>	<b>NEANT</b>
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>			

## VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

EN DH	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	39	194	151	-	-	384
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	897.155	58.089	327.156	8.281.219	3.375.954	12.939.573
<b>TOTAL</b>	<b>897.194</b>	<b>58.283</b>	<b>327.307</b>	<b>8.281.219</b>	<b>3.375.954</b>	<b>12.939.957</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	340.701	1.398.268	1.659.142	6.361.728	750.511	10.510.350
Dettes envers la clientèle				-		-
Titres de créance émis( EMPRUNT OBLIGATAIRE)				700.000		700.000
Emprunts subordonnés			-	120.000		120.000
<b>TOTAL</b>	<b>340.701</b>	<b>1.398.268</b>	<b>1.659.142</b>	<b>7.181.728</b>	<b>750.511</b>	<b>11.330.350</b>

## MARGE D'INTERET

	31/12/2025	31/12/2024
<b>INTETRETS PERCUS</b>	<b>1.585</b>	<b>516</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	925	466
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	660	50
<b>INTETRETS SERVIS</b>	<b>460.171</b>	<b>425.332</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	426.821	387.741
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	3.183	2.218
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30.167	35.373
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>- 458.586</b>	<b>- 424.816</b>